

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2003 — 4876

[C — 2003/11617]

**19 DECEMBRE 2003.** — Arrêté royal fixant les montants destinés au financement des passifs nucléaires BP1 et BP2 pour la période 2004-2008, en exécution de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité

### RAPPORT AU ROI

L'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité stipule ce qui suit. Le montant destiné au financement des obligations découlant de la dénucléarisation des sites nucléaires BP1 et BP2 situés à Mol-Dessel, à financer par le produit de la cotisation fédérale à la charge du secteur de l'électricité, est fixé par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur base d'un plan de financement quinquennal établi par l'Organisme national des Déchets radioactifs et des Matières fissiles enrichies. Le premier plan de financement porte sur la période 2004-2008 et est soumis par l'Organisme au Ministre ayant l'Energie dans ses attributions dans les six mois à dater de la publication de l'arrêté royal du 24 mars 2003 au *Moniteur belge*.

Le présent projet exécute cette disposition. L'ONDRAF a introduit le plan de financement pour la période 2004-2008. Sur la base de ce plan, les montants qui, pour chaque année de la période 2004-2008, doivent être repris dans la cotisation fédérale établie par l'article 12, § 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité ont été déterminés. Ces montants sont fixés au premier article du présent projet.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
De Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
La Ministre de l'Energie,  
Mme F. MOERMAN

### AVIS N° 36.214/1 DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Energie, le 4 décembre 2003, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « fixant les montants destinés au financement des passifs nucléaires BP1 et BP2 pour la période 2004-2008, en exécution de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité », a donné le 9 décembre 2003 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée par la circonstance que :

« Le présent arrêté doit entrer en vigueur au plus tard le 31 décembre 2003, sinon, passé ce délai, les travaux d'assainissement des passifs BP1 et BP2 devraient être arrêtés, ce qui donnerait lieu à de sérieux problèmes tant sociaux qu'au niveau de la sûreté. »

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2003 — 4876

[C — 2003/11617]

**19 DECEMBER 2003.** — Koninklijk besluit ter vaststelling van de bedragen bestemd voor de financiering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 voor de periode 2004-2008, in uitvoering van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt

### VERSLAG AAN DE KONING

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt bepaalt het volgende. Het bedrag bestemd tot financiering van de verplichtingen die voortvloeien uit de denuclearisatie van de nucleaire sites BP1 en BP2 te Mol-Dessel, te financieren door de opbrengst van de federale bijdrage ten laste van de elektriciteitssector, wordt bij een in Ministerraad overlegd besluit vastgesteld op basis van een door de Nationale Instelling voor Radioactief Afval en Verrijkte Splijtstoffen opgemaakt vijfjaarlijks financieringsplan. Het eerste financieringsplan heeft betrekking op de periode 2004-2008 en wordt door de Instelling aan de Minister bevoegd voor Energie voorgelegd binnen de zes maanden na de publicatie van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 in het *Belgisch Staatsblad*.

Dit ontwerp voert deze bepaling uit. NIRAS heeft het financieringsplan van de passiva BP1 en BP2 ingediend voor de periode 2004-2008. Op basis van dit plan werden de bedragen bepaald die, voor elk jaar van de periode 2004-2008, moeten opgenomen worden in de federale bijdrage ingesteld bij artikel 12, § 5, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt. Deze bijdragen zijn vastgesteld in het eerste artikel van dit ontwerp.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbare  
en zeer getrouwe dienaar,  
De Minister van Energie,  
Mevr. F. MOERMAN

### ADVIES Nr. 36.214/1 VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 4 december 2003 door de Minister van Energie verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « ter vaststelling van de bedragen bestemd voor de financiering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 voor de periode 2004-2008, in uitvoering van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt », heeft op 9 december 2003 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat :

« Le présent arrêté doit entrer en vigueur au plus tard le 31 décembre 2003, sinon, passé ce délai, les travaux d'assainissement des passifs BP1 et BP2 devraient être arrêtés, ce qui donnerait lieu à de sérieux problèmes tant sociaux qu'au niveau de la sûreté. »

Conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a dû limiter son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites.

Cet examen donne lieu aux observations suivantes.

1. Le premier alinéa du préambule doit également faire mention de l'article 21, alinéa 5, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

2. On insérera dans le préambule deux alinéas mentionnant d'une part, l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2003 et, d'autre part, l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2003.

3. La loi du 29 avril 1999 ne fait pas état du « suivi » des montants mis à la disposition en vue du financement des obligations visées à l'article 12, § 5, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de cette loi, ni d'une convention qui peut ou doit être conclue en la matière.

Même si rien n'empêche qu'une convention soit conclue à ce sujet entre l'Etat belge et l'ONDRAF, à condition bien entendu qu'elle ne règle aucune matière de nature réglementaire, il n'en demeure pas moins qu'il n'existe pas de fondement juridique pour imposer la conclusion d'une telle convention.

L'article 2 sera par conséquent, omis du projet.

La chambre était composée de :

MM. :

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert et J. Smets, conseillers d'Etat;

A. Spruyt, assesseur de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

Le rapport a été présenté par M.P. Depuydt, premier auditeur.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

**19 DECEMBRE 2003. — Arrêté royal fixant les montants destinés au financement des passifs nucléaires BP1 et BP2 pour la période 2004-2008, en exécution de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment les articles 12, § 5, et 21, alinéa 5;

Vu l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, notamment les articles 4, § 2, et 7, § 1<sup>er</sup>;

Vu le plan de financement portant sur la période 2004-2008 dans le cadre de l'assainissement des passifs nucléaires BP1 et BP2, introduit par l'ONDRAF;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2003;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que le présent arrêté doit entrer en vigueur au plus tard le 31 décembre 2003; en effet, passé ce délai, les travaux d'assainissement des passifs BP1 et BP2 devraient être arrêtés, ce qui donnerait lieu à de sérieux problèmes tant sociaux qu'au niveau de la sûreté;

Vu l'avis 36.214/1 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Dat onderzoek geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. In het eerste lid van de aanhef dient ook gewag te worden gemaakt van artikel 21, vijfde lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

2. Aan de aanhef dienen twee leden te worden toegevoegd waarin gewag wordt gemaakt, enerzijds, van het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2003 en, anderzijds, van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 november 2003.

3. In de wet van 29 april 1999 wordt geen gewag gemaakt van de « opvolging » van de bedragen die ter beschikking worden gesteld voor de financiering van de in artikel 12, § 5, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van die wet, bedoelde verplichtingen, noch van een overeenkomst die dienaangaande kan of moet worden gesloten.

Weliswaar is er niets dat belet dat hieromtrent een overeenkomst wordt gesloten tussen de Belgische Staat en het NIRAS, uiteraard op voorwaarde dat erin geen aangelegenheden van reglementaire aard worden geregeld, doch er is geen rechtsgrond aanwezig om het sluiten van zulk een overeenkomst op te leggen.

Artikel 2 dient dan ook uit het ontwerp te worden weggelaten.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert en J. Smets, staatsraden;

A. Spruyt, assessor van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H.P. Depuydt, eerste auditeur.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

**19 DECEMBER 2003. — Koninklijk besluit ter vaststelling van de bedragen bestemd voor de financiering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 voor de periode 2004-2008, in uitvoering van artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikelen 12, § 5 en 21, vijfde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikelen 4, § 2, en 7, § 1;

Gelet op het financieringsplan met betrekking tot de periode 2004-2008 in het kader van de sanering van de nucleaire passiva BP1 en BP2, ingediend door NIRAS;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 27 november 2003;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat dit besluit moet van kracht worden ten laatste op 31 december 2003; inderdaad, eens deze termijn gepasseerd, zouden de saneringswerken van de passiva BP1 en BP2 moeten stopgezet worden, hetgeen zou aanleiding geven tot ernstige problemen, zowel op sociaal als op veiligheidsvlak;

Gelet op het advies 36.214/1 van de Raad van State, gegeven op 9 december 2003, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Energie et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour chaque année de la période 2004-2008, les montants qui, en vertu de l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 24 mars 2003 fixant les modalités de la cotisation fédérale destinée au financement de certaines obligations de service public et des coûts liés à la régulation et au contrôle du marché de l'électricité, sont destinés au financement des obligations découlant de l'assainissement des passifs nucléaires BP1 et BP2 et qui sont compris dans la cotisation fédérale établie par l'article 12, § 5, de la loi du 29 avril 1990 relative à l'organisation du marché de l'électricité, sont égaux à 55 millions d'euros (T.V.A. non incluse).

**Art. 2.** Notre Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Energie,  
Mme F. MOERMAN

Op de voordracht van Onze Minister van Energie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De bedragen die, krachtens artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 24 maart 2003 tot bepaling van de nadere regels betreffende de federale bijdrage tot financiering van sommige openbare dienstverplichtingen en van de kosten verbonden aan de regulering van en controle op de elektriciteitsmarkt, bestemd zijn voor de financiering van de verplichtingen die voortvloeien uit de sanering van de nucleaire passiva BP1 en BP2 en die begrepen zijn in de federale bijdrage ingesteld bij artikel 12, § 5, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitssector, zijn voor elk jaar van de periode 2004-2008 gelijk aan 55 miljoen euro (BTW niet inbegrepen).

**Art. 2.** Onze Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 2003.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Energie,  
Mevr. F. MOERMAN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2003 — 4877

[C — 2003/11616]

**22 DECEMBRE 2003.** — Arrêté royal fixant les modalités de financement du coût réel net résultant de l'application de prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 20, § 2, remplacé par la loi du 20 mars 2003;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 2 avril 2003 et 16 décembre 2003;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de garantir des conditions sociales de fourniture de l'électricité, au niveau notamment des tarifs, en raison du fait que l'énergie est devenue un bien de première nécessité, élément indispensable à la dignité humaine;

Considérant que par la loi du 20 mars 2003, le législateur a voulu garantir la pérennité des tarifs sociaux applicables à des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire en assurant la continuité des avantages tarifaires attribués à ces catégories de clients dans le marché de l'électricité;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Energie, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les définitions contenues dans l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi », s'appliquent au présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « clients protégés résidentiels », les clients finals d'électricité qui répondent aux conditions d'octroi des tarifs sociaux établis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2001 portant fixation de prix maximaux pour la fourniture d'électricité ou par l'arrêté ministériel du 15 mai 2003 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité aux clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2003 — 4877

[C — 2003/11616]

**22 DECEMBER 2003.** — Koninklijk besluit tot bepaling van de nadere regels voor de financiering van de reële nettokost die voortvloeit uit de toepassing van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan residentiële beschermde klanten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 20, § 2, vervangen bij de wet van 20 maart 2003;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 april 2003 en 16 december 2003;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het passend is sociale voorwaarden te garanderen voor de levering van elektriciteit, inzonderheid op het vlak van de tarieven, rekening houdende met het feit dat elektriciteit een goed van eerste levensbehoefte is geworden, onontbeerlijk voor de menselijke waardigheid;

Overwegende dat de wetgever bij de wet van 20 maart 2003 de duurzaamheid van de sociale tarieven van toepassing op beschermde residentiële klanten met een bescheiden inkomen of in een kwetsbare situatie heeft wensen te waarborgen door de continuïteit van de sociale voordelen toegekend aan deze categorieën klanten te verzekeren in de elektriciteitsmarkt;

Op de voordracht van Onze Minister van Energie, en op advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna « de wet » genoemd, zijn van toepassing op dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « residentiële beschermde klanten », eindafnemers van elektriciteit die aan de voorwaarden van toekenning van de sociale tarieven vastgesteld door het ministerieel besluit van 12 december 2001 houdende vaststelling van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit of door het ministerieel besluit van 15 mei 2003 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van elektriciteit aan de residentiële beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie, voldoen.